

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE SERVICES**

---

**Contrôles réglementaires des locaux à  
empoussièrement maîtrisé comprenant la métrologie  
des salles et le remplacement de filtres haute  
efficacité non conformes au profit du GHT Alliance  
Gironde**

---

N° du CCAP : 24FS011

**Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux**  
12 Rue Dubernat  
33404 Talence CEDEX

## SOMMAIRE

### Table des matières

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	3
1.3 - Type d'accord-cadre .....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	3
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Intervenants .....	4
3.1 - Cotraitance .....	4
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	4
5 - Durée et délais d'exécution .....	5
5.1 - Durée du contrat .....	5
5.2 - Délais d'exécution .....	5
5.3 - Reconduction .....	5
6 - Prix .....	5
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
6.2 - Modalités de variation des prix .....	6
Périodicité et modalité de la révision des prix pour le CHU de Bordeaux .....	6
Périodicité et modalité de la révision des prix pour les Etablissements concernés, hors CHU de Bordeaux .....	7
7 - Garanties Financières .....	7
8 - Avance .....	7
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	7
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	8
9 - Modalités de règlement des comptes .....	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	8
9.3 - Délai global de paiement .....	9
9.4 - Paiement des cotraitants .....	9
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	9
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	9
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	11
11.1 - Vérifications .....	11
11.2 - Décision après vérification .....	11
12 - Garantie des prestations .....	12
13 - Pénalités .....	12
13.1 - Pénalités de retard .....	12
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	12
14 - Assurances .....	12
15 - Résiliation du contrat .....	13
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	13
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	13
16 - Règlement des litiges et langues .....	14
17 - Clauses complémentaires .....	14
18 - Dérogations .....	15

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Contrôles réglementaires des locaux à empoussièrement maîtrisé comprenant la métrologie des salles et le remplacement de filtres haute efficacité non conformes au profit du GHT Alliance Gironde

L'accord-cadre s'exécute au profit du Groupement Hospitalier de Territoire Alliance de Gironde dont les établissements sont listés en annexe 1 du CCAP - "Liste des établissements du GHT".

L'Etablissement support du GHT Alliance Gironde est le Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux. Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque adhérent, Etablissement partie, doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

Lieu(x) d'exécution :

Les lieux principaux d'exécution sont mentionnés dans l'annexe 1 du CCAP "Liste des établissements du GHT"

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lots géographiques :

Allotissement géographique	Montant maximum HT € par période pour la partie à bons de commande
Lot 1 : Contrôles réglementaires des locaux à empoussièrement maîtrisé comprenant la métrologie des salles et le remplacement de filtres haute efficacité non conformes du CHU De Bordeaux	150 000€ HT
Lot 2 : Contrôles réglementaires des locaux à empoussièrement maîtrisé comprenant la métrologie des salles et le remplacement de filtres haute efficacité non conformes du CH Blaye	3000€ HT
Lot 3 : Contrôles réglementaires des locaux à empoussièrement maîtrisé comprenant la métrologie des salles et le remplacement de filtres haute efficacité non conformes du CH de Libourne	20 000€ HT

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

Pour le lot 1, il s'agit de marché composite, pour partie à émission de bons de commande en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique ; et pour partie à un marché ordinaire.

Pour les lots 2 et 3, l'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la date et le numéro du marché ;
- le montant du bon de commande ;

- La liste des repérages à réaliser en fonction desdits biens
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- La liste des biens à viser dans le programme
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les délais d'intervention

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
  - Annexe 1 "Désignation des cotraitants et répartition des prestations" ;
  - Annexe 2 "Liste des comptables assignataires - Trésoriers GHT" ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
  - Annexe 1 "Liste des établissements du GHT" ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
  - Annexe 1 - EN-HYG-400 Grille évaluation et mesures de prévention suivant la nature des travaux au CHU ;
  - Annexe 2 - IN-HYG-001 - Organisation des requalifications des salles propres ;
  - Annexe 3 - Synthèse contrôle particulière ;
  - Annexe 4 - Recensement salles propre - GHP ;
  - Annexe 5 - Recensement salles propre - GHS ;
  - Annexe 6 - Recensement salles propre - GHSA ;
- Les annexes financières propres à chaque lot (BPU et DPGF) ;
  - DPGF\_Lot 1 CHU Bordeaux ;
  - BPU\_Lot 1 CHU Bordeaux
  - BPU\_Lot 2 CH Blaye
  - BPU\_Lot 3 CH Libourne
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique du titulaire remis à l'appui de son offre

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Cotraitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire. En cas de défaillance d'un co-traitant, le mandataire dispose de 15 jours, pour procéder à son remplacement par un sous-traitant après inventaire des prestations restant à exécuter. Ce délai court à compter soit de la date du constat réalisé et notifié par le pouvoir adjudicateur au mandataire soit de la date de notification de la défaillance par le mandataire au pouvoir adjudicateur.

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour assurer les prestations objet de l'accord-cadre.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le titulaire. Il est le seul interlocuteur du pouvoir adjudicateur.

Le personnel doit être muni en permanence lors de sa présence sur site :

- d'une carte d'identité ;
- d'un badge établi par l'entreprise.

Le personnel du titulaire doit observer les consignes de sécurité. Le personnel du titulaire a accès aux équipements sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité applicables.

Au titre du présent accord-cadre, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages corporels, équipements et immatériels, consécutifs, résultant directement de la mise en jeu de sa responsabilité civile, au titre des prestations lui incombant, que ces dommages soient causés à des tiers ou à l'établissement public.

Pour les interventions dans des services à environnement protégés, le technicien devra s'annoncer au service et revêtir une tenue (blocs, réanimation par exemple) ou un dispositif de sécurité adapté aux dangers encourus pour le patient ou pour lui-même

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité. Chaque sous-traitant étant soumis à ces mêmes obligations

## **5 - Durée et délais d'exécution**

### **5.1 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

### **5.2 - Délais d'exécution**

L'exécution des prestations démarre à la date de notification. Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée soit en cas de missions nécessitant plusieurs jours d'intervention conformément à l'article 10 du présent CCAP, soit dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### **5.3 - Reconduction**

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

L'accord-cadre est également reconduit tacitement et de manière anticipée dans l'hypothèse où le montant maximum de la période est atteint avant la fin de cette dernière.

## **6 - Prix**

### **6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Pour le lot 1, les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement :

- une partie des prestations réglée sur la base de prix forfaitaires pour les prestations mentionnées dans les annexes financières - DPGF.
- une autre partie des prestations réglée sur la base de prix unitaires pour les prestations mentionnées dans les annexes financières - BPU.

Pour les lots 2 et 3, sont réglées par prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement pour les prestations mentionnées dans les annexes financières - BPU.

Les prix comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations préventives et correctives décrites au CCAP et au CCTP et notamment :

- Le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- L'assurance,
- Le stockage,
- La documentation et la formation,
- Le transport jusqu'au lieu d'exécution,
- Les frais afférents aux opérations de vérification et à la livraison franco destination sur le territoire français, droits d'autorisation d'exportation et assurance jusqu'au lieu de destination compris,
- La main d'œuvre, le déplacement,
- Les pièces détachées, les accessoires et les consommables,
- Les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- les frais de gestion.

Ainsi, la facturation de coûts supplémentaires ne sera pas acceptée.

## 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro " (soit le mois de juillet 2025).

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% [(0.5 \text{ ICHT-M } (n) / \text{ ICHT-M } (o)) + (0.5 \text{ 001565167 } (n) / \text{ 001565167 } (o))]$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
ICHT-M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques
010762029	Indice du coût du travail - Salaire horaire - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en 2020

Périodicité et modalité de la révision des prix pour le CHU de Bordeaux

Les prix sont révisés annuellement, sur la base du dernier indice connu, chaque première quinzaine du mois de janvier de chaque année par le Pouvoir adjudicateur du CHU de Bordeaux, par application aux prix de l'accord-cadre du coefficient Cn selon les formules mentionnées dans l'article précédent.

#### Périodicité et modalité de la révision des prix pour les Etablissements concernés, hors CHU de Bordeaux

Les prix sont révisés annuellement (une fois par an) à la date d'anniversaire du marché (date de notification du lot concerné). Le titulaire notifiera au pouvoir adjudicateur, dans un délai minimum d'un mois précédant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, la copie des valeurs des indices, le détail des calculs ainsi que le nouveau bordereau de prix comprenant les prix révisés. Ces éléments doivent être transmis sous format Excel (ou sous tout autre support permettant une vérification simple pour le pouvoir adjudicateur).

En l'absence de transmission des prix révisés ou en cas de dépassement dudit délai, le titulaire est réputé ne pas solliciter le mécanisme de révision de prix et maintient, par conséquent, les prix en cours d'application.

Le représentant du pouvoir adjudicateur, ayant reçu de la part du titulaire et dans les délais impartis, les prix révisés, dispose d'un délai de quinze jours calendaires pour valider, contester ou refuser les prix révisés présentés. En cas de silence à l'issue de ce délai, les prix révisés sont réputés acceptés tacitement et s'appliquent dès lors au marché.

En cas de désaccord du représentant du pouvoir adjudicateur (contestation ou refus), les parties contractantes au marché conviennent de se rencontrer dans les plus brefs délais pour solutionner la situation. La proposition des prix révisés est suspendue durant cette période.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# **9 - Modalités de règlement des comptes**

## **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

- Paiement des prestations à forfait

Les prestations à forfait feront l'objet d'acomptes trimestriels.

La facturation des prestations objets de prix forfaitaires interviendra à la fin de la réalisation des prestations et après validation par le service d'ingénierie du site concerné ; les prestations sont payables à terme échu.

- Paiement des prestations à prix unitaires

La facturation des prestations objets de prix unitaires interviendra à la fin de la réalisation des prestations et après validation par le service d'ingénierie du site concerné de la bonne réalisation des prestations demandées ; les prestations sont payables à terme échu.

## **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.



Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Le titulaire aura à sa charge :

- La juste appréciation du temps de visite nécessaire au parfait accomplissement de sa mission
- Les déplacements sur site de son équipe de techniciens
- L'opportunité et la pertinence des emplacements de prélèvements retenus et des conditions requises pour leur bonne exécution
- La bonne exécution technique de ces prélèvements, tant par le mode opératoire employé que pour la mise en place du matériel utilisé
- L'acheminement sur le lieu d'analyse des échantillons prélevés
- L'analyse technique de ces prélèvements
- La production du rapport de mission, incluant notamment les résultats d'analyse des prélèvements et la cartographie
- Dans l'unique cadre des missions MAJ-DTA et DTA, la production des grilles d'évaluation qualitative de l'état de conservation de tous les matériaux et produits contenant de l'amiante faisant partie de la liste A de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique
- Dans l'unique cadre des missions MAJ-DTA et DTA, la production des grilles d'évaluation qualitative de l'état de conservation et des risques de dégradation de tous les matériaux et produits contenant de l'amiante faisant partie de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique
- La constitution des Dossiers Techniques Amiante établis sur la base d'un repérage (incluant les éventuelles analyses) et sur, le cas échéant, un fonds documentaire confié au titulaire du marché par le donneur d'ordre
- Les fiches récapitulatives des Dossiers Techniques Amiante

- Les rapports de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante en format PDF ainsi que les Dossiers Techniques Amiante et la fiche récapitulative en format éditable à l'avancement par courriel

L'attention du titulaire est attirée sur le point suivant : le dépôt des analyses devra être fait au plus tard le lendemain de la mission de prélèvement (sauf weekend).

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). En tant que sachant, le titulaire informera le pouvoir adjudicateur de l'établissement support de toute évolution réglementaire concernant sa mission ou de toute modification ou complément devant être apporté.

Pour l'ensemble des prestations qu'il devra exécuter et afin de faciliter les échanges avec le Maître d'Ouvrage, le titulaire affectera un nombre suffisant d'agents, en relation avec la mission qui lui sera confiée. Ceux-ci seront encadrés par le Responsable administratif et technique des missions qui devra garantir l'ensemble des échanges permettant d'assurer le suivi du process et la bonne conduite de ses interventions.

Dès la notification du marché, le titulaire se rendra disponible afin d'assister à plusieurs réunions dont l'objet sera d'arrêter le cadre des visites et de valider les modalités de fonctionnement type et contenu des repérages. Lors de l'émission de bons de commande, le pouvoir adjudicateur fournira également, de manière obligatoire conditionnant ainsi la réalisation de la prestation, le programme de repérage des travaux pour les projets relevant de la direction de la maîtrise d'ouvrage.

**Nota :** Pour l'ensemble des projets relevant de la direction de la maîtrise d'ouvrage, GHT ALLIANCE 33 se réserve la possibilité de faire appel à un consultant assistant à maîtrise d'ouvrage ou à un maître d'œuvre spécialisé en gestion de la problématique amiante lors des phases études, et plus particulièrement pour les projets de démolition.

Le titulaire devra accuser réception de ces éléments de programme de travaux, qui devront impérativement apparaître en annexe de chaque rapport ou résultat au format A4 et ce de manière parfaitement lisible, accompagné des bons de commande qui lui seront adressés. Il pourra demander toute précision qui lui semblera utile et signalera toute information erronée ou manquante.

Pour les missions de repérage amiante avant travaux ou démolition et de DTA ou de mise à jour du DTA, le titulaire fournira le devis (conforme au bordereau de prix unitaires) à l'issue de la réalisation des analyses des matériaux ou produits par un laboratoire accrédité. Pour les missions ne nécessitant pas de prélèvements ni d'analyse, le titulaire fournira le devis à l'issue de la phase de repérage in-situ. Pour les missions d'examen visuel, le prestataire fournira le devis (conforme au bordereau de prix unitaires) à l'issue du deuxième examen visuel, dont le procès-verbal de réalisation est concluant. Le prestataire recevra ensuite le bon de commande correspondant au devis, il poursuit néanmoins sa prestation sans attendre le bon de commande.

Pour les missions nécessitant plusieurs jours d'intervention, le délai pourra être prolongé du nombre de jour terrain supplémentaire après accord écrit de la maîtrise d'ouvrage. Le point de départ de ce délai commence à compter de la date du ou des prélèvements. Pour rappel, les prélèvements effectués doivent être transmis au laboratoire d'analyse au plus tard le lendemain de ces derniers.

Le titulaire doit également être en mesure de répondre à toute demande d'intervention et de programmer cette dernière dans un délai de 6h à compter de la réception, par courriel, du bon de commande qui lui sera adressé et devra ensuite intervenir dans un délai de 72h maximum.

#### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont les suivantes :

Le personnel du titulaire, s'il se voit confier un moyen d'accès (clés, badge...) en sera responsable. En cas de perte ou de vol, il devra prévenir immédiatement le service de sécurité du site concerné. Les frais de

renouvellement de l'équipement confiés seront à la charge du titulaire. Le personnel du titulaire devra utiliser ce moyen uniquement dans le cadre des prestations décrites dans le présent document.

Le titulaire s'engage néanmoins à fournir à son personnel opérationnel tous les moyens matériels dont il pourrait avoir besoin pendant son intervention, ainsi qu'une méthode écrite exhaustive des différentes actions à réaliser lors des diagnostics. Le personnel aura ce document sur lui lors de l'exécution des prestations, qu'il présentera aux agents de l'établissement concerné sur demande en ce sens.

#### Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Le personnel du titulaire devra impérativement être en possession des certifications et formations nécessaires à la bonne exécution des prestations, notamment des certifications avec mention des opérateurs de diagnostic technique amiante dans les bâtiments, conformément à l'arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification. Par ailleurs, le titulaire du marché est tenu de fournir immédiatement au GHT alliance 33, toutes les certifications nécessaires en cas de changement de son personnel.

## **11 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **11.1 - Vérifications**

Les vérifications sont effectuées dans les conditions suivantes :

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre et/ou du bon de commande.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre le travail fait et le travail commandé par le pouvoir adjudicateur ou que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans l'accord-cadre.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les spécifications de l'accord-cadre et/ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le point de départ des opérations de vérification est la remise par le titulaire du rapport et/ou des résultats d'analyse.

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur pour les opérations qui, conformément aux stipulations de l'accord-cadre, doivent être exécutées dans ses propres locaux.

Les opérations de vérifications sont réalisées par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder aux opérations de vérifications et notifier sa décision est de quinze jours suivant la réception du rapport et/ou des résultats d'analyse. Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. L'absence du titulaire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement des opérations de vérification.»

### **11.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS, qu'il consignera dans un procès-verbal.

Le pouvoir adjudicateur prononcera soit une admission, dans les conditions définies ci-après, soit un ajournement, soit une réfaction, soit un rejet, dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG FCS.

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre.

L'admission des prestations prend effet à compter de la signature du procès-verbal par le pouvoir adjudicateur. En cas d'admission tacite, l'admission prend effet au terme d'un délai de 15 jours suivant la remise du rapport et/ou des résultats d'analyse par le titulaire conformément à l'article 11.1 du CCAP.

## 12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

## 13 - Pénalités

### 13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

La pénalité fixée ci-dessus sera appliquée pour tout retard dans les délais de livraison des livrables suivants :

- Rapport d'intervention provisoire ;
- Rapport d'intervention définitif ;
- Rapport global annuel par site ;

Lorsque le délai d'intervention est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par demie-journée de retard, une pénalité fixée à 50.00€

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

### 13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 000,00 €.

## 14 - Assurances

Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est titulaire des contrats d'assurances dans les conditions suivantes :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur de l'établissement support et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Conformément à l'article 9.2 du CCAG-FCS, à tout moment durant l'exécution du marché public, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur de l'établissement support et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le Titulaire du marché est tenu pour responsable, aussi bien vis-à-vis de ses employés que vis-à-vis des tiers, de tout dommage matériel ou corporel résultant de la préparation et/ou de l'exécution de ses prestations.

Le Titulaire du marché doit se couvrir de ces risques par une assurance qui garantira notamment les dommages causés ou encourus par les personnes et publics de l'établissement, ou occasionnés aux matériels et équipements :

- Du fait du personnel requis pour la réalisation des prestations sur site ;
- Du fait des circulations et installations de matériel ;
- Du fait des prélèvements.

Par ailleurs, le titulaire du marché devra informer par téléphone avec confirmation par courriel le pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné de toute difficulté technique et/ou de toute anomalie qu'il pourrait être amené à rencontrer dans le cadre de sa mission.

## **15 - Résiliation du contrat**

### **15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont les suivantes :

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 43 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Si un marché public est résilié aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur de l'établissement support du GHT peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de l'établissement support du GHT de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents de ce marché public, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire du marché public résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en oeuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché public par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support du GHT. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

## 17 - Clauses complémentaires

Clause complémentaire n°1 relative au personnel d'exécution :

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que ses interventions se dérouleront principalement dans des locaux occupés à des fins médicales, ainsi il doit être en mesure d'assurer la continuité des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre et disposera à cet effet d'un personnel en nombre suffisant. Le personnel intervenant doit en outre pouvoir justifier à tout moment de son identité auprès des agents des établissements du GHT concernés par la présentation, sur demande en ce sens par lesdits agents, d'une carte professionnelle. Il devra également être habilité à intervenir sur tous les matériaux et locaux concernés par les prestations objet du présent accord-cadre.

Clause complémentaire n°2 relative à l'accès aux lieux d'exécution des prestations :

Le titulaire fournira lui-même l'ensemble des moyens nécessaires pour accéder à certains matériaux et produits. Les moyens utilisés devront, le cas échéant, avoir fait l'objet des contrôles périodiques réglementaires et l'opérateur en charge de la mission détiendra le CACES correspondant à l'équipement utilisé. Le Titulaire s'engage également à donner à son personnel d'exécution, une méthode écrite exhaustive des différentes actions à réaliser lors des diagnostics. Le personnel aura ce document sur lui lors de l'exécution au même titre que le matériel nécessaire.

Clause complémentaire n°3 relative au Plan de Prévention :

Dès que le présent marché est notifié, un Plan de Prévention au sens du décret 92-158 du 20 février 1992 modifié (codifié dans le Code du Travail) sera établi entre la personne représentant l'opérateur de repérage en matière de sécurité et de Santé au Travail et le Référent Technique Amiante du site hospitalier concerné. Pour ce faire, la personne représentant l'opérateur de repérage en matière de sécurité et de Santé au Travail fournira le mode opératoire réglementaire exigé par le Code du Travail (articles R4412-140 et R4412-142), décrivant la méthodologie propre à ses interventions et permettant de limiter la propagation des fibres d'amiante, complété des mesures adéquates issues de l'évaluation des risques spécifiques à son intervention.

Ce mode opératoire complété contribuera à la mise au point du Plan de Prévention.

Clause complémentaire n°4 relative à l'application des conditions générales de vente

Les modalités propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à son mémoire technique, notamment les conditions générales de vente, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliqueront pas au présent accord-cadre

Clause complémentaire n°5 relative au changement de personnel

Remplacement du personnel à l'initiative du titulaire :

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique chargée de l'exécution de la présente mission qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci qui n'est pas du fait du titulaire.

Ce changement devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par courriel. La nouvelle personne physique affectée devra être détentrice des agréments et certificats nécessaires à l'exécution des prestations prévues au présent contrat.

Remplacement du personnel à l'initiative du pouvoir adjudicateur :

Dans les cas suivant :

- Insuffisance avérée de la personne sur l'un des domaines de compétences attendus
- Comportement incompatible avec l'exécution de la mission

Le maître d'ouvrage pourra demander au titulaire le remplacement de la personne déficiente. Le titulaire devra proposer un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la demande, disposant des qualifications et certificats nécessaires à l'exécution des prestations. Le pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de 1 semaine pour approuver ce remplaçant, passé ce délai le nouveau personnel est réputé accepté.

Clause complémentaire n° 6 : L'obligations d'égalité, de laïcité, et de neutralité :

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

L'acheteur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

## 18 - Dérogations

- l'article 2 du CCAP déroge à l'art.4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- l'article 11.1 du CCAP déroge à l'art. 27.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- l'article 11.1 du CCAP déroge à l'art. 28.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- l'article 15.1 déroge à l'art. 43 du CCAG - Fournitures Courantes et Services